



Signataires : Gabrielle Le Goff, Ana Roch, Arber Jahija, Jean-Marie Voumard, Danièle Magnin, Sandro Pistis, Thierry Cerutti, François Baertschi, Christian Flury

Date de dépôt : 25 novembre 2025

Proposition de motion

pour le maintien de l'accès routier entre la route de Colovrex et le chemin Auguste-Vilbert dans le cadre du chantier du tram des Nations

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

considérant :

- qu'une solution d'aménagement, notamment la construction d'un mur de soutènement en contrebas de l'église Saint-Hippolyte, permettrait de maintenir l'accès routier existant ;
- que l'évaluation technique, financière et géotechnique de cet ouvrage relève des services cantonaux compétents ;
- que la réouverture en double sens de l'Ancienne-Route à la hauteur de l'Union européenne de radio-télévision (UER) jusqu'au croisement avec le chemin Auguste-Vilbert – conséquence directe de la fermeture de l'accès au chemin Auguste-Vilbert par la route de Colovrex – attirera inévitablement une circulation de transit non locale, générant un report de trafic non souhaité vers le chemin des Crêts-de-Pregny, axe trop étroit pour supporter un double sens intensif et déjà fortement utilisé par des piétons et usagers de la mobilité douce et dont la configuration actuelle suscite des préoccupations de sécurité ;
- qu'une solution maintenant cet accès éviterait la réouverture en double sens d'une partie de l'ancienne route et réduirait également la pression sur les axes cantonaux voisins et favoriserait une meilleure fluidité globale du trafic ;

invite le Conseil d'Etat

- à solliciter auprès du département des infrastructures l'étude et la réalisation d'un aménagement permettant le maintien sécurisé de l'accès entre la route de Colovrex et le chemin Auguste-Vilbert ;
- à demander que cette étude soit intégrée immédiatement à la planification en cours des travaux du tram sur la route de Ferney.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le chantier de la future ligne de tram des Nations constitue un projet majeur pour la mobilité de l'agglomération genevoise. Son avancement exige de nombreuses adaptations du réseau routier, tant cantonal que communal, et implique des modifications substantielles de la circulation dans plusieurs quartiers.

Dans ce contexte, la planification actuelle prévoit la **fermeture de l'accès routier reliant la route de Colovrex au chemin Auguste-Vilbert**, situé sur la commune du Grand-Saconnex.

Cette fermeture est susceptible d'entraîner des conséquences importantes pour les riverains et pour la gestion globale du trafic dans le secteur. En effet, le chemin Auguste-Vilbert constitue un lien direct permettant aux habitants du quartier d'accéder à la route de Colovrex, sans emprunter des détours par des axes secondaires déjà fortement sollicités.

La suppression de cet accès forcerait la circulation locale à se reporter sur d'autres voies moins adaptées, notamment l'Ancienne-Route et le **chemin des Crêts-de-Pregny**, dont la configuration actuelle – étroite, résidentielle et utilisée par de nombreux piétons et usagers de la mobilité douce – ne permet pas d'absorber un trafic supplémentaire sans risques pour la sécurité.

Les conséquences attendues ne se limitent donc pas à un simple rallongement des trajets pour quelques riverains : elles impliquent une **ouverture non souhaitée au trafic de transit en provenance des organisations internationales** et une **restructuration forcée du trafic de tout un secteur**, susceptible d'augmenter les nuisances, les conflits d'usage et les risques d'accident, tout en détériorant la qualité de vie du quartier.

Pour éviter ces effets indésirables, une solution technique permettant de maintenir l'accès actuel a été identifiée : la réalisation d'un **aménagement spécifique**, notamment un **mur de soutènement** le long de la route de Ferney, en contrebas de l'église Saint-Hippolyte.

Cet ouvrage permettrait de stabiliser le terrain et de préserver l'accès routier actuel, tout en garantissant la sécurité et la conformité de l'infrastructure.

Naturellement, la **faisabilité technique, géotechnique et financière** d'un tel aménagement doit être examinée par les services cantonaux compétents. Toutefois, au vu de l'avancement du chantier du tram, il est essentiel que cette étude soit engagée **sans délai**, faute de quoi la possibilité d'intégrer cet ouvrage à la planification en cours pourrait disparaître.

L'objectif de la présente motion n'est donc pas d'imposer une solution technique prédéfinie, mais de demander que le canton **étudie sérieusement, rapidement et de manière transparente** les options permettant de maintenir cet accès.

Une telle démarche contribuerait à préserver la cohérence du réseau routier, à limiter les reports de trafic indésirables, à renforcer la sécurité des usagers et à répondre de manière proportionnée aux préoccupations des habitants concernés.

Il est du rôle du Grand Conseil de s'assurer que les grands projets d'infrastructures s'accompagnent d'une gestion équilibrée des impacts sur les communes et les quartiers concernés. C'est pourquoi cette motion invite le Conseil d'Etat à examiner et à intégrer l'aménagement proposé dans la planification du chantier du tram.

Vu ce qui précède, nous vous encourageons, Mesdames et Messieurs les député.e.s, à soutenir la présente proposition de motion.